

L'Europe ménage la Belgique, l'Italie et la France jusqu'après le 26 mai

La Commission européenne attendra l'après-élections du 26 mai pour publier son rapport sur les budgets et la politique socio-économique des États membres. C'est une bonne nouvelle pour l'Italie, la France et la Belgique.

PIETER BLOMME ET KRIS VAN HAVER

La raison officielle de cet ajournement, c'est que l'Europe souhaite éviter que la publication de ce rapport influence les élections européennes – et dans le cas de la Belgique, nationales et régionales. Le rapport européen sur les budgets et la politique socio-économique ne sera communiqué que le 29 mai, soit trois jours après les élections.

Dans les coulisses, il se dit que la Commission souhaite éviter que des partis populistes en Italie et en France utilisent ce rapport dans leur propagande anti-européenne. La Bel-

gique profite ainsi de ce report, dans le sillage de la France et de l'Italie, car notre pays se trouve aussi depuis des années dans le collimateur de la Commission.

L'Italie est depuis des mois le plus gros souci de l'Europe. Pendant des semaines, la coalition entre la droite radicale Lega et le mouvement populiste de gauche Cinq étoiles a refusé de revoir sa copie budgétaire, ce qui a provoqué beaucoup de nervosité sur les marchés financiers. Sous la pression des marchés et du patronat – très inquiet –

le gouvernement Conte a fini par baisser le ton à la mi-décembre, promettant de réduire le déficit italien pour 2019 de 2,4 à 2% du PIB. Mais il est peu probable que cet objectif sera atteint vu que l'Italie est tombée en récession.

La France fait également partie des plus mauvais élèves de l'Europe. Pour répondre aux protestations des gilets jaunes, le président français Emmanuel Macron a dû consentir toutes sortes de cadeaux, dont la hausse du salaire minimum. Ces mesures pourraient faire remonter le déficit budgétaire au-dessus du plafond européen de 3%, moins d'un an après que la France est sortie du groupe des «mauvais élèves».

Mais la Commission européenne a choisi de reporter la confrontation jusqu'après les élections du 26 mai. C'est une bonne nouvelle pour la Belgique et le gouvernement Michel, car l'Europe est loin d'être satisfaite de la situation budgétaire de notre pays. Il est déjà certain que le rapport européen sera une fois de plus critique envers la politique budgétaire noir-jaune-rouge.

Pas assez d'efforts

La Banque nationale a encore récemment

souligné que la Belgique ne faisait pas suffisamment d'efforts pour réduire le déficit et la dette souveraine. Le déficit structurel – qui ne tient pas compte de l'évolution de la conjoncture et des mesures «one shot» – s'est détérioré l'an dernier au lieu de s'améliorer, et le taux d'endettement est resté supérieur à 100% du PIB. D'après le Bureau du plan, le déficit devait augmenter cette année à 1,7% du PIB, soit 8 milliards d'euros. À politique inchangée, il devrait atteindre 12 milliards d'euros d'ici la fin de la prochaine législature. Pas de quoi être fiers.

En règle générale, la Commission européenne publie début mai ses perspectives en matière de budget et de croissance pour les États membres et la zone euro. Mais ici aussi, il est permis de douter, car ces chiffres seront certainement aussi utilisés pendant la campagne électorale. Mais dans les cercles européens, il se dit que «le début mai est encore suffisamment éloigné des élections» pour limiter l'impact de ces prévisions sur le scrutin.

De plus, ces prévisions sont dépourvues de caractère «politique», contrairement aux recommandations faites aux États membres en matière de politique socio-économique et de gestion budgétaire.

La Belgique profite de ce report, car notre pays se trouve depuis des années dans le collimateur de la Commission.